



## **Mali : Les Résultats 5 Mois Après une Formation sur les Droits de l'Homme et la Bonne Gouvernance**

Une initiative éducative, centrée sur les Droits de l'Homme et la bonne gouvernance, a pris place du 11 au 13 décembre 2023 à l'AZALAI Grand Hôtel de Bamako, en commémoration de l'anniversaire de la Charte des Droits de l'Homme de 1948. Organisée pour 63 participants âgés de 18 à 25 ans, cette session de formation, structurée sur trois jours a vu la présence de plusieurs acteurs clés, notamment Monsieur Kabine DOUMBIA de l'ONG ASRAD Mali, initiateur du projet et Madame Marie Anne MARX, Chargée d'affaires de l'Ambassade du Luxembourg, contributeur financier.

Les résultats de cette formation, remis ce mercredi 1er mai à Madame Galatée Fouquet, Cheffe de coopération à l'Ambassade du Luxembourg, soulignent une appropriation profonde des connaissances et une implication accrue dans diverses organisations, témoignant de la volonté de ces jeunes d'appliquer ces connaissances dans leur vie quotidienne et communautaire.

De Murielle Gemis et Mariam Traoré - 5 mai 2024



## Retour sur la formation : Rassemblement pour le Changement

63 jeunes activistes, âgés de 18 à 25 ans, 28 femmes et 35 hommes, se sont réunis pour une session de formation sur les Droits de l'Homme et la bonne gouvernance, du 11 au 13 décembre 2023, en l'honneur de l'anniversaire de la Charte des Droits de l'Homme de 1948.

Parmi les partenaires et les responsables pédagogiques de cet événement, **Monsieur Kabine DOUMBIA**, président de l'ONG ASRAD Mali, et **Madame Marie Anne MARX**, représentante de l'Ambassade du Luxembourg, ont joué un rôle clé en tant que soutiens et facilitateurs de cette initiative. Les séances de formation ont été animées par des experts, notamment **Madame Murielle GEMIS**, maître assistant en sciences de l'éducation en Belgique, et **Docteur Souleymane SACKO**, professeur d'université au Mali, spécialiste en Stratégie Internationale. On compte également, dans ce contexte, l'utilisation des outils



offert gracieusement par le partenaire humanitaire *Youth for Human Rights.International*. Ajoutons à cela, que plusieurs acteurs politiques ont apporté leur soutien à cette initiative éducative axée sur les droits de l'Homme et la bonne gouvernance en participant à ses parties inaugurales.

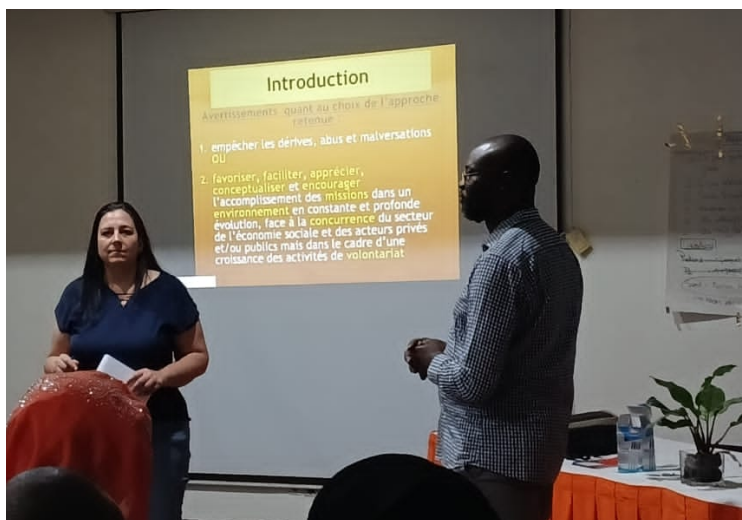


Monsieur Hamidou Dao, magistrat représentant du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Madame Aw Kadiatou, chef de cabinet du Ministre de la jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne

Cette session animée sur trois jours a été structurée autour de modules spécifiques. Les modules ont couvert divers aspects depuis *les dynamiques de survie* (LRH) attenantes à l'humain, en passant par la clarification des termes et principes des droits de l'Homme jusqu'à l'analyse des systèmes de gouvernance et des défis à surmonter. Les participants ont été encouragés à partager leurs expériences, enrichissant ainsi les débats et renforçant leur engagement en faveur de ces causes essentielles. Les séances interactives ont été complétées par des exercices pratiques, incluant des simulations et des jeux de rôle, permettant aux participants de développer leurs compétences en plaidoyer et en défense des droits. De plus, des outils et des ressources ont été partagés pour faciliter l'intégration des principes des droits de l'Homme dans leurs actions quotidiennes.

## Perspectives des participants et défis à venir

Pour déterminer l'atteinte des objectifs fixés, une enquête ultérieure a été réalisée. Celle-ci a révélé une appropriation profonde des connaissances et une implication accrue dans diverses organisations comme « *Secrétaire aux relations de collectif des handicapés diplômés* » ou encore « *Conseiller au secrétaire générale du Club pour UNESCO de l'IUG*. »



Mme Murielle GEMIS et le Dr Souleiman SACKO, une alliance Belgo-Malienne.

Comme autres exemple, certains participants ont témoigné de l'impact de la formation sur leur comportement personnel et professionnel. L'un d'eux a déclaré : « *Dans un premier temps, j'ai appliqué ces connaissances acquises à travers le comportement de ma propre personne de façon consciencieuse. Cela m'a donné l'idée de réfléchir toujours avant d'agir dans le plus grand respect des droits de l'homme pour ne pas pénaliser l'autre.* ». De plus, certains participants ont pris des initiatives concrètes pour sensibiliser leur communauté. Par exemple, l'un d'eux a mentionné : « *J'ai lancé une campagne digitale pour sensibiliser sur le respect des droits humains.* » Un autre avance avoir pris la parole pour des publics plus fragilisé : « *Par des plaidoiries auprès des autorités. Participation aux émissions à la télévision et à la radio notamment TV JOLIBA pour parler des problèmes de personnes handicapées au Mali.* »

Ces différents témoignages mettent en évidence l'impact positif de la formation sur les participants et leur volonté d'appliquer les connaissances acquises dans leur vie quotidienne et leur engagement communautaire. Ils reflètent également le besoin exprimé par les participants en termes de soutien supplémentaire, notamment en matière de formations complémentaires et de ressources financières. « *On doit multiplier les efforts dans le domaine éducation et social sans oublier les ressources financières afin de multiplier les formations et multiplier les clubs pour défendre les droits de l'Homme et la bonne gouvernance.* » Cela souligne l'importance continue de cette initiative éducative pour renforcer la capacité d'action des citoyens dans le domaine des droits de l'homme et de la bonne gouvernance.



Engagement dynamique lors de l'exercice de plaidoirie durant la formation

## Conclusion : Vers une Citoyenneté Engagée

La conclusion de cette enquête met en lumière l'impact significatif d'une formation sur les droits de l'Homme et la bonne gouvernance sur l'engagement citoyen. Les résultats indiquent une augmentation notable de l'implication des participants au sein d'organisations après la formation, notamment dans des postes clés liés à la protection des droits de l'Homme. Cela témoigne d'une prise de responsabilité accrue dans la promotion et la défense des droits de l'Homme au sein de la société. De plus, les réponses des participants révèlent une compréhension approfondie des concepts de droits de l'Homme et de bonne gouvernance, ainsi qu'une capacité à les appliquer dans divers contextes de leur vie quotidienne et de leur engagement communautaire. Cette appropriation des connaissances se traduit par des actions concrètes de sensibilisation, d'éducation et de plaidoyer, démontrant un réel désir de contribuer à un changement social et politique vers une société plus juste et respectueuse des droits de l'Homme.

Enfin, les besoins exprimés par les participants en termes de soutien supplémentaire soulignent l'importance de continuer à fournir des opportunités de formation et des ressources matérielles et financières pour renforcer leur capacité d'action dans le domaine des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance. Ces conclusions mettent en évidence le rôle crucial de la formation dans l'autonomisation des citoyens et dans la promotion d'une citoyenneté active et engagée au sein de la société.



Parce que les droits de l'Homme, c'est pour nous, pour vous, pour moi!

Dès lors, ce rapport témoigne de l'impact positif de cette formation sur les participants, 63 jeunes provenant de plusieurs régions du Mali. En renforçant leurs connaissances et leurs compétences, cette initiative éducative contribue à forger une nouvelle génération engagée et responsable envers l'humain et ses différences, un engagement axé sur la paix et prêt à œuvrer pour un monde où les droits de l'Homme sont respectés et protégés.